

LIRRADV

Bruxelles, le 8 avril 1976.
VDP/je

Remis au télex à : 16 h

"PRIORITE P-1"

432

Note BIO (76) 128 aux Bureaux Nationaux
c.c. aux Membres du Groupe et à MM. les Directeurs Généraux des DG I et X

CONFERENCE DE PRESSE : MONSIEUR LARDINOIS NE CHERCHERA PAS UNE PROLONGATION DE SON MANDAT

Au cours d'une conférence de presse tenue ce jour à midi, M. Lardinois a fait part de son intention de ne pas chercher à renouveler son mandat de membre de la Commission Européenne. Il a décidé de se retirer en janvier de la vie politique active et de se porter candidat à la présidence d'une banque coopérative néerlandaise, la RABO-Bank. La décision définitive sur cette nomination sera prise au mois de juin par l'Assemblée générale de la coopérative.

Les raisons qui ont mené M. Lardinois à prendre cette décision sont partiellement de caractère personnel mais celles-ci ont fortement été influencées par le climat politique en Europe et notamment en ce qui concerne la politique agricole commune. Parmi les points les plus préoccupants, M. Lardinois a cité la tendance qu'ont certains gouvernements à vouloir limiter les dépenses de la politique agricole commune sans être prêts à prendre les décisions nécessaires pour améliorer d'abord la politique même. M. Lardinois a déclaré ne pas être déçu du fonctionnement des institutions communautaires vis-à-vis de la politique agricole commune; il s'est, au contraire, montré fier des réalisations obtenues. Quant à la politique agricole elle-même, il est d'avis qu'elle est fondamentalement saine. Des modifications s'imposent cependant dans deux domaines : celui des montants compensatoires monétaires et celui du lait.

M. Lardinois a annoncé que, pendant le reste de son mandat, il travaillera activement pour éviter que les secteurs problématiques ne portent une atteinte fatale à l'ensemble de la politique. Il se mettra bientôt en contact avec les gouvernements italien et anglais pour essayer de limiter les dépenses provoquées par la chute des monnaies de ces deux pays. Il n'a pas donné de détails sur les mesures ou propositions envisagées mais il a indiqué qu'il ne chercherait pas en premier lieu à dévaluer la livre ou la lire "vertes". Une telle dévaluation impliquerait une augmentation du niveau des prix intérieurs et contribuerait à aggraver l'inflation. Pour cette raison, une solution est recherchée au niveau technique.

Quant au problème structurel laitier, M. Lardinois a annoncé des propositions de la Commission pour le mois de juin. "Si on ne trouve pas de solutions dans ce secteur au cours de l'année 1976, je suis extrêmement pessimiste quant au sort de la politique agricole existante. Or, je ne vois pas d'alternative pour cette politique."

A la question de savoir si une nomination éventuelle à la présidence d'une banque ne constitue pas une incompatibilité avec la continuation de son mandat jusqu'à la fin de l'année, M. Lardinois a déclaré que cette question, si elle se posait, devrait être discutée par la Commission. Il accepterait toute décision prise par le collège à ce sujet.

Amitiés,

B. OLIVI